

Armstrong, Christopher and Nelles, H.V. *Monopoly's Moment: The Organization and Regulation of Canadian Utilities, 1830-1930*. Philadelphia: Temple University Press, 1986. Pp. XVII, 393. \$34.95

Duncan McDowall

Volume 15, numéro 3, february 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1018031ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1018031ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (imprimé)

1918-5138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

McDowall, D. (1987). Compte rendu de [Armstrong, Christopher and Nelles, H.V. *Monopoly's Moment: The Organization and Regulation of Canadian Utilities, 1830-1930*. Philadelphia: Temple University Press, 1986. Pp. XVII, 393. \$34.95]. *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 15(3), 298–300. <https://doi.org/10.7202/1018031ar>

ont été défendus, ceux des minorités ethniques, des femmes, des locataires, des homosexuels.

D'autre part, les relations entre le local et le national offrent des particularités bien précises selon les contextes et les moments historiques. Lors de la modernisation politique du Québec, le local a été utilisé comme courroie de transmission des projets politiques et institutionnels émanant d'en haut (voir les articles de Gagnon et de Godbout), au point où la revalorisation actuelle du local apparaît comme un retour à l'équilibre. Mais il y a un danger: comme le fait remarquer Godbout, le retour au local n'implique pas un retour vers les usagers, vers les citoyens ordinaires. L'exemple de la mise sur pied au Québec des Centres locaux de services communautaires, qui est discuté dans l'article de Godbout, montre que des services locaux et communautaires, lorsque pris en charge par des professionnels, entretiennent avec les appareils centraux des relations privilégiées qui les éloignent des attentes et des aspirations des usagers locaux.

Dans un autre ordre d'idées, le local peut devenir le terrain de prédilection d'un combat politique d'envergure nationale. L'article de Pickvance décrit avec éloquence les relations conflictuelles entre le gouvernement conservateur anglais et les conseils des municipalités où dominent travaillistes ou socialistes. Ces conseils socialistes se font fermement opposés à plusieurs politiques conservatrices, à un point tel où ils ont eux-mêmes mis en danger leur propre survivance et ont été menacés de disparaître ou d'être mis en tutelle. L'étude de Pickvance montre comment le local est devenu le lieu de l'opposition systématique à une politique nationale voulant réduire les dépenses publiques. Devant un gouvernement majoritaire capable d'imposer ses choix, une opposition efficace s'est manifestée localement, à l'extérieur du parlement.

Le mérite de ce numéro spécial est d'avoir fait ressortir des pratiques d'innovations locales. C'est là la principale convergence que l'on peut observer. Celle-ci est le produit, indirect d'abord, de la double crise économique et politique et, directement, du dynamisme local. Mais quelle est la nature de ce dynamisme local? On peut reprocher à plusieurs auteurs de déceler trop rapidement dans ce dynamisme l'émergence de mouvements sociaux. Cette interprétation est forcée; toute innovation n'est pas produite par un mouvement social. D'ailleurs, le seul mouvement social en formation qui puisse utiliser le local comme lieu privilégié d'action est le mouvement écologiste. Plusieurs y font référence, mais trop peu s'attarde à examiner comment, dans tel et tel cas, l'écologisme comporte une vision localiste. L'article de Jessop et Weaver est le seul qui fasse référence à une certaine parenté de pensée et d'action entre le mouvement écologiste et la renaissance du local. Toutefois, en présentant leur modèle de coopération communautaire, solution de rechange au modèle de développement dominant, les auteurs escamotent le problème et, au lieu d'exposer dans les faits

comment écologisme et localisme collaborent, ils se réfugient dans une construction normative.

Les responsables du numéro ont annoncé, dans le titre comme dans leur présentation du début, leurs couleurs: le pouvoir local est ambigu. Se définit-il aujourd'hui «comme lieu de changement social» ou est-il, au contraire «sous des callures parfois modernisatrices», «le lieu de reconduction du statu quo» (p. 4). A première vue, cette double question paraît tout à fait sensée. Mais l'expression «statu quo» est malheureuse, car trop peu d'exemples discutés viennent soutenir la thèse du statu quo ou, pis encore, celle du retour en arrière. La situation actuelle dans laquelle s'affirme à nouveau le pouvoir local est bien particulière. Elle est issue certes de la récente crise économique, mais aussi des mouvements de toute nature qui ont caractérisé les années 60 et 70. Pour la plupart des auteurs, les sociétés ont changé; les structures sont appelées à être modifiées. Le statu quo n'est donc pas à l'horizon.

Tout ce que l'on peut imaginer, c'est que le renouveau du pouvoir local et la décentralisation politique qui l'accompagne ne satisfassent pas les espoirs des localistes les plus radicaux. Je ne pense pas que nous allons observer dans le futur la mise sur pied d'une société dont rêve, par exemple, les écologistes radicaux. Ce qui est en cause, c'est bien plutôt la renégociation des termes du partage du pouvoir entre le local et le national.

Louis Guay
Département de sociologie
Université Laval

Armstrong, Christopher and Nelles, H.V. *Monopoly's Moment: The Organization and Regulation of Canadian Utilities, 1830 - 1930*. Philadelphia: Temple University Press, 1986. Pp. XVII, 393. \$34.95.

In the early 1970s, when Canadian historians were pursuing historical synthesis through such traditional themes as biculturalism and political biography, some of their American counterparts were beginning to express eagerness for a new conceptual framework for the evolution of modern America. Dissatisfaction with progressive, revisionist, New Left and other forms of ideologically or methodologically driven history stemmed from a hankering after a synthesis of national life that would encompass all its modern, urban complexities.

For some, the potential for such a synthesis lay in the *forms* of modern society — in the emergence of the organizations which have grown to dominate twentieth century American life. The rationale was this: understand these organizations — especially “certain modes of orientation,

certain values, and certain institutionally defined roles" — and you will understand modern America. "When organizations such as the new bureaucracies achieve a substantial measure of wealth and power," Louis Galambos wrote in 1970, "their interaction with a wide variety of other social institutions must be of interest to the historian." Such an approach, presaged by the work of Robert Wiebe, Alfred Chandler, and J. K. Galbraith, offered Americans "a new type of centralizing theme." "Organizational history," Galambos concluded, "spreads a very broad net."

With *Monopoly's Moment: The Organization and Regulation of Canadian Utilities, 1830 - 1930*, Nelles and Armstrong have spread a broad net in the waters of Canadian history. Their catch is impressive and very marketable, marketable not only to those interested in the advent of Canada's public utilities — "a terrain of institutional mammoths" — and the consequent phenomenon of regulation, but also to those yearning for a more telling approach to the confusing complexities of modern urban life. By unravelling the varied and seemingly contradictory pressures leading to the "plural" outcomes of new urban technologies in major urban centres, Nelles and Armstrong have convincingly demonstrated the utility of organizational history. Through meticulous research and incisive, often witty, narrative, they have shown that the ultimate character of this formative industry was dictated not by ideology or by technology alone, but instead by "the complex sum of many separate interactions of technologies in a distinctive economic and political setting." Thus Adam Beck and public power reigned supreme in Ontario, while Herbert Holt and private power dominated Quebec.

Monopoly's Moment has been long awaited. Its long gestation perhaps bespeaks the difficulty of building an organizational synthesis for any large segment of Canadian society. Archives at every institutional and political level must be thoroughly mined before seemingly contradictory regional outcomes to the same technology can be understood and categorized. Some foretaste of these labours was provided in the authors' earlier researches. Nelles' *Politics of Development* (1974), with its analysis of "the political dynamics of the new forest and mineral staples and hydro-electric energy," and Armstrong's *Politics of Federalism* (1981), with its analysis of "the tug of conflicting views" of government held by Ontarians, both showed the varied play of organizational forces within one region. *The Revenge of the Methodist Bicycle Company* (1977) narrowed the focus even more to the city of Toronto and its reaction to the coming of streetcars. *Revenge* pursued the theme of "the interaction of technology and politics" and did so in so playful a manner that not only the ultimate promise of the long-term research goal was evident but also the fact that this was far from tedious research. It was, instead, "a kind of non-fiction entertainment." What remained was to broaden the focus to a national perspective.

In a crude sense, *Monopoly's Moment* echoes the metropolitan thesis in its curiosity about the "variety of outcomes" brought about by one central force. It identified primordial metropolitan influences, principally the large American and European electrical equipment manufacturers and foreign financiers such as the redoubtable R. "Monty" Horne-Payne of London, and traces their varied impact on widely disparate Canadian cities. There is thus much interest in the tension between the centre and periphery, with special emphasis on the ability of the urban frontier in Canada to bend and shape the financial, political and technological imperatives of the global phenomenon to local exigencies.

There is much more to Nelles' and Armstrong's research than a simple reapplication of metropolitanism. One is struck by the depth and sophistication of the interpretation. The theme of "plurality" pervades the book's methodology. Individual communities' reactions to the coming of the age of electricity are built out of painstakingly researched portraits of the social, political and economic dynamics of each urban setting. Similarly, the analysis reflects an intimate appreciation of the technologies, financial structures and entrepreneurship fostered by the advent of electrical utilities. For instance, the capital demands created by hydroelectric generation were far more onerous than those of a telephone system and consequently the capitalist and regulatory culture surrounding each tended to differ markedly. Mixed with all these variables is a healthy respect for "the importance of chance, choice, will and frequently error and ignorance."

Monopoly's Moment is refreshingly free of ideological preconceptions. Because regulation is cast neither as a response to the "evils" of capitalism or the product of noble "civic populism," it can be understood as the outcome of varied regional resource bases, corporate strategies and marketplaces. The emergence by the 1930s of "an organizational and regulatory equilibrium that would last two decades" testifies to the pragmatic auspices of regulation in Canada. Because regulation becomes a matter of legitimacy, not ideology, Nelles and Armstrong are able to isolate the one distinctly Canadian achievement in this great public utility era — the appearance in the 1920s of "joint public-private systems," best typified by the Trans Canada Telephone System. That public and private utilities "increasingly spoke the same language and confided in one another concerning their common problems" was the outcome of organizational pressures which overrode any adherence to capitalists' rights or people's power.

In other hands, analysis of this breadth and intensity might sink into turgid prose and tedious overelaboration of evidence. Nelles and Armstrong on the contrary display a singular talent for enlivening their history. Take, for instance, their recreation of a typical streetcar strike, which often began as "good sport" and ended by revealing "the furious emotions lying just barely concealed beneath the orderly

surface of urban life.” If the authors are to be faulted, it is for their overindulgence in statistical analysis. Elaborate cross-tabulations of wages, ethnic origin, diffusion rates of technology and inflation tend to blunt the reader’s curiosity, especially when they illustrate such stultifying statistics as “British Columbia according to this standard had 0.013 more telephones per capita than Ontario, and Nova Scotia 0.064 less.”

Of course, an overabundance of statistics is less a flaw than an indication of the excellence of this research. Ultimately, few will carry away from *Monopoly’s Moment* a store of new statistics; instead the book’s legacy lies in its convincing treatment of the organizational imperatives of a new technology and Canadians’ varied reaction to it. Others will succumb to the virus of organizational history and its potential applicability to phenomena of modern urban life well beyond streetcars and telephones. Nelles and Armstrong have succeeded in diverting attention from traditional preoccupation with nation and class building, and have reminded us that in modern urban society “the primary processes of change involved,” to quote Louis Galambos again, “organization building, both public and private, and the creation of new and elaborate networks of formal, hierarchical structures of authority that gradually came to dominate our economy, policy, and culture. America’s rendezvous was not with the liberal’s good society. It was with bureaucracy.”

Duncan McDowall
The Conference Board of Canada

Rudin, Ronald. *The Forgotten Quebecers. A History of English-Speaking Quebec, 1759-1980*. Québec: Institut québécois de recherche sur la culture, 1985. Pp. 315. Photographies, tableaux statistique, cartes, orientations bibliographiques, index nominatif. \$14.00.

Le titre de l’ouvrage de Ronald Rudin est fort approprié. Il souligne avec justesse l’oubli dans lequel est tombée la minorité québécoise de langue anglaise. Nous savons peu de chose de son histoire et les «demi-vérités» qui circulent à son endroit mériteraient d’être reléguées au musée des stéréotypes nationalistes. On a préféré passer sous silence l’importante contribution des anglo-québécois au développement du Québec, parfois consciemment mais le plus souvent inconsciemment. Dans les régions antérieurement dominées numériquement par les anglo-québécois, les campagnes de francisation des disciples de l’abbé Groulx ont trop souvent fait disparaître les noms de rues et de lieux qui rappelaient l’ancienne présence anglaise. Le Sacré-Coeur, St-Jean-Baptiste, les héros de 1837 et des noms de “curés” allaient remplacer les anciens toponymes.

L’ouvrage du professeur Rudin comble un vide important. Il était temps que l’on publie une histoire des anglo-québécois, afin de corriger l’idée fort répandue, à l’effet que tous les anglophones du Québec font partie de l’élite économique et sociale du Canada. Ceux qui habitaient le “Golden Square Mile” et qui, au début du XX^e siècle, contrôlaient environ 70% de la richesse du Canada, n’étaient pas représentatifs des anglophones du Québec. Mais, sur le plan purement statistique, cette infime minorité, par ses revenus et ses richesses, faussait vers la hausse le revenu moyen des anglo-québécois, donnant l’impression que le travail manuel, la misère morale et physique, et la pauvreté, étaient totalement étrangers à la minorité de langue officielle du Québec. Ronald Rudin nous apprend que la vaste majorité des ancêtres de la minorité anglo-québécoise, étaient, au même titre que ceux de la majorité française, agriculteurs, pêcheurs (Gaspésie), forestiers (Outaouais) et travailleurs industriels (Montréal). Leurs élites étaient, il va sans dire, plus puissantes, plus opulentes, et plus commerçantes que les élites traditionnelles francophones, mais ils avaient leur lot de deshérités et d’opprimés — Et ces gens, unis par la langue anglaise, étaient profondément divisés par la religion, par l’ethnie et par leurs intérêts régionaux. Ronald Rudin effectue un survol de ces facteurs de division, de 1759 à nos jours, et souligne de façon particulière l’opposition entre anglicans et presbytériens; entre «l’église établie», les méthodistes et les églises protestantes inspirées par le modèle américain; entre les anglo-catholiques et les anglo-protestants; et entre les anglais, les irlandais et les écossais — Pour ceux qui s’intéressent à l’histoire urbaine, le professeur Rudin met en relief les luttes qui opposent les anglo-protestants de la «McGill Faction» aux «Townshippers» et à Robert Sellar — un beau cas de tiraillement entre l’urbain et le rural.

Et il ne faut pas oublier le peu de cas que les anglo-protestants ont fait des anglo-catholiques lorsqu’il s’est agit de négocier des droits scolaires pour cet important segment de la minorité anglophone du Québec — En 1867, ils furent abandonnés aux mains de l’épiscopat québécois — éminemment francophone et francophile. Mais, tout divisés qu’ils sont, les anglo-québécois vont faire «bloc» à chaque fois qu’ils sentiront leur existence menacée. C’est ainsi qu’ils fermeront le rang lors de l’insurrection de 1837, face à l’ultramontanisme des Bourget et des Laflèche, à l’occasion des crises de 1939 et de 1942, et lors du «Référendum» de 1980.

Egalement d’intérêt pour les passionnés d’histoire urbaine: L’impact de la décadence économique de Québec et de la croissance de Montréal, sur le paysage démographique du Québec. Une importante saignée démographique anglo-québécoise suit de près le déclin du commerce du bois avec la Grande-Bretagne, commerce qui avait fait la fortune du port de Québec et de ses chantiers navals.